Espagne : la grande faiblesse des services de prévention

La faible couverture des travailleurs par des services de prévention en Espagne apparaît dans différentes enquêtes.

Le diagnostic de santé au travail pour la Navarre¹ indique que, dans cette Communauté Autonome, 21 % des travailleurs sont couverts par des services internes d'entreprise et 6,7 % par des services externes. Ces données ont été calculées à la date du 31 décembre 1999. Par ailleurs, pour les 8 services de prévention externes qui ont été accrédités en Navarre (et qui couvrent 273 entreprises occupant un total d'un peu plus de 10.000 travailleurs), seuls trois disposaient de ressources humaines suffisantes pour les activités qu'ils devaient réaliser.

Une enquête plus récente, réalisée en 2001, couvre l'ensemble du territoire espagnol et étudie la situation des entreprises où le plus grand nombre d'accidents du travail ont été déclarés². Les modalités de l'enquête font que l'échantillon étudié (à peu près 4.000 entreprises) concerne surtout des entreprises comptant entre 10 et 250 travailleurs, c'est-à-dire des entreprises qui, suivant la législation espagnole, devraient obligatoirement disposer de services de prévention. 30,8 % de ces entreprises n'ont pas mis en place de service de prévention et pour 3,2 %, c'est l'employeur qui en exerce les fonctions. Les entreprises qui ne disposent d'aucun service de prévention se concentrent dans les secteurs des services et de la construction et elles sont particulièrement abondantes parmi les entreprises de moins de 10 travailleurs. La modalité la plus fréquente est constituée par l'adhésion à un service externe de prévention (55,4 % des entreprises étudiées) et, dans la plupart des cas, cette affiliation s'accompagne d'une sorte de déresponsabilisation de l'entreprise. En effet, seules 2,4 % des entreprises ont à la fois un travailleur désigné en interne qui s'occupe de santé et de sécurité et un service de prévention externe. Lorsqu'on examine les tâches qui ont été réalisées, cette enquête confirme les tendances apparues dans les enquêtes nationales sur les conditions de travail. La tâche la plus fréquemment citée est la surveillance de la santé (60,7 % des entreprises étudiées)³. L'évaluation des risques dépasse à peine la barre des 50 %. Par contre, la planification des activités préventives n'est entreprise que dans un bon tiers des entreprises (34,6 %) et la formation des travailleurs dans 30,5 %. Même parmi les entreprises de plus de 250 travailleurs, la planification de l'activité préventive reste sous le seuil de 50 % des entreprises. L'on constate une forte corrélation entre la

réalisation de tâches de prévention et la présence de représentants des travailleurs pour la santé et la sécurité. Parmi les entreprises qui n'ont entrepris aucune tâche préventive, 76,2 % ne disposent pas de délégués de prévention. Ces entreprises sont particulièrement nombreuses dans le secteur des services et, en particulier, dans l'hôtellerie ainsi que dans le secteur de la construction. Parmi les entreprises qui ont entrepris la totalité des tâches préventives couvertes par l'enquête, 76 % disposaient de délégués de prévention. Il s'agissait généralement d'entreprises de plus de 50 travailleurs.

Par ailleurs, même dans les entreprises où des activités de prévention ont été organisées, celles-ci sont souvent d'une qualité discutable et semblent avoir pour objectif principal de respecter formellement la réglementation conçue comme une simple exigence bureaucratique. D'après l'Institut Asturien de santé au travail, 45 % des évaluations des risques qui ont été réalisées sont incomplètes. En Navarre, dans les entreprises qui ont fait l'objet d'une inspection, seules 17,5 % ont réalisé une évaluation satisfaisante; dans près de 40 % des cas, elle était inexistante ou inadéquate, dans 13,5 % des cas, elle n'était pas mise à jour, dans 18 % des cas, elle ne couvrait qu'une partie des postes de travail. Une déclaration du Parlement de Navarre consacrée à l'augmentation des accidents du travail souligne les insuffisances des services de prévention et indique que, dans de nombreux cas, les plans de prévention qu'ils rédigent sont uniquement destinés à répondre à une exigence légale mais que ces plans ne font l'objet d'aucun suivi ni d'aucune actualisation⁴. Le rapport remis par le gouvernement de Cantabrie va dans le même sens et signale qu'une des causes du problème est que les évaluations des risques sont effectuées par des services de prévention externes sans véritable information ni coordination avec les entreprises qu'ils couvrent.

En conclusion, nous citerons une évaluation syndicale récente de la qualité des services de prévention externes⁵ :

«La faible culture préventive, l'absence de priorité stratégique des *Mutuas* comme services de prévention et la dépendance à l'égard du patronat des autres organismes spécialisés, ajoutés à la passivité des employeurs, ont entraîné un consensus général sur la situation de la prévention des risques professionnels en Espagne qui est caractérisée par les éléments suivants :

¹ Instituto Navarro de Salud Laboral, *Diagnóstico de Salud Laboral en Navarra*, Pamplona, 2000.

² INSHT, *Plan nacional de seguimiento de empresas con alta siniestralidad*, Madrid, 2001.

³ De nombreuses enquêtes indiquent que la surveillance de la santé est souvent menée sans lien véritable avec les conditions de travail. Voir notamment : N. Moreno, P. Boix, *Vigilancia de la salud de los trabajadores/as*, Madrid, 2000.

⁴ Declaración política sobre siniestralidad laboral en Navarra, *Boletín Oficial del Parlamento de Navarra*, n° 36, 31 mars 2001.

⁵ J. García Jiménez, rapport présenté à une conférence organisée par la CGT grecque et le BTS, Le Pirée, avril 2003 (traduction légèrement abrégée).

- L'externalisation de l'action préventive a produit une conception de la prévention comme un produit et comme une activité complètement étrangère à l'entreprise sans engagement ni implication de l'employeur.
- Qualité basse et bureaucratisation de l'action préventive. Faible volonté de "vouloir savoir" pour "agir correctement" et réaliser les changements nécessaires dans les conditions de travail... Cela se traduit en particulier par des évaluations des risques limitées à la sécurité qui excluent les risques psychosociaux, toxiques ou ergonomiques; une surveillance de la santé étrangère à l'évaluation et à la planification de la prévention et réduite à des examens médicaux non spécifiques qui ne couvrent pas les activités occasionnelles mais périodiques liées à l'activité principale; une formation prescriptive et routinière qui n'est pas ajustée au poste de travail; des recommandations préventives générales pour éviter les conflits avec l'employeur.
- Faible participation et implication des travailleurs. L'information fournie par les travailleurs ne fait pas partie des "inputs" des activités et de la gestion de la prévention. Elle n'est pas utilisée non plus pour évaluer les résultats de cette gestion. On ne reconnaît pas aux travailleurs une capacité de proposition et ils ne sont pas formés.

Il y a une double responsabilité. Pour les employeurs, c'est un problème de démocratie et le maintien de leur pouvoir dans l'entreprise. Pour les techniciens, c'est une conception technocratique de la prévention". ■

On ne voudrait surtout pas vous déranger

A l'occasion d'une rencontre syndicale sur la santé au travail à Barcelone, un technicien de sécurité, membre d'une organisation syndicale, m'a montré la lettre adressée par un important service de prévention à une entreprise sous-traitante de l'automobile. La lettre commençait par rappeler l'obligation légale d'évaluer les risques et les sanctions pénales qui s'appliquent en cas d'omission. Elle indiquait ensuite que le service de prévention externe se proposait de réaliser cette évaluation dans les conditions qui dérangeraient le moins possible le bon fonctionnement de l'entreprise et que ses techniciens pourraient se rendre sur les lieux de travail un dimanche lorsque l'entreprise n'est pas en activité. Le tout pour un prix modique... Lors des débats, un inspecteur du travail a commenté que la plupart des évaluations des risques donnaient peu de renseignements concrets sur les entreprises mais qu'il était facile de reconnaître le service externe de prévention qui les avait préparées par l'abondance des formules stéréotypées et des particularités de la mise en page liées aux programmes informatiques utilisés.